



PERSPECTIVES INTERNATIONALES

*La revue des étudiants-chercheurs en Relations
Internationales de Sciences Po*

Numéro 1
Janvier-mars 2012

Le secret en Relations Internationales

Le secret, source d'altération des représentations de l'autre: note de lecture de *Maroc Espagne, la guerre des ombres (2000 - 2010)* d'Omar Dahbi par Ismaïl Régragui

Cette note de lecture restitue les principaux éléments de l'ouvrage du journaliste marocain Omar Dahbi intitulé *Maroc-Espagne, la guerre des ombres (2000-2010)*, publié en 2011. Il y est question du rôle des services secrets espagnols (en particulier sous les mandats de Jose Maria Aznar) dans la détérioration des relations avec le Maroc. Nous tentons également, outre une synthèse des propos de l'auteur, une brève mise en perspective scientifique grâce à des éléments empruntés à la théorie constructiviste des relations internationales (perception, projection et rôle des identités). Nous mettons par ailleurs en exergue la problématique de la transparence (et donc du rôle du secret) pour les relations internationales à la lumière de cet exemple hispano-marocain. Les manœuvres relatives au contrôle de l'information en matière de politique étrangère ainsi que l'absence manifeste de transparence dans le domaine, permettent de créer des représentations artificielles de l'Autre (ici le Maroc) en relations internationales.

Mots-clés : Maroc, Espagne, Dahbi, Aznar, identité, services secrets, transparence/politique étrangère.

POUR CITER CET ARTICLE

REGRAGUI, Ismaïl. Le secret, source d'altération des représentations de l'Autre : note de lecture de DAHBI, Omar. *Maroc-Espagne, la guerre des ombres (2000-2010)*. Rabat : ALM. 141 p. *Perspectives Internationales*, janvier 2012, n°1, p. 132-140.

© Tous droits réservés.

Lorsque l'on considère la relation entre le Maroc et l'Espagne, il est difficile de n'y voir autre chose qu'un verre à moitié vide. C'est du moins le constat auquel on parviendra après la lecture de l'essai d'Omar Dahbi¹, ancien rédacteur en chef d'*Aujourd'hui le Maroc*² intitulé « Maroc-Espagne, la guerre des ombres (2000-2010) », paru en 2011.

Ce qui frappe avant tout à la lecture de cet ouvrage, c'est le positionnement très engagé de l'auteur. Il existe une subjectivité clairement assumée dans l'avant-propos où l'auteur formule « un plaidoyer pour que l'espionnage espagnol abandonne sa mainmise sur les relations maroco-espagnoles et laisse les diplomates des deux pays construire des liens d'amitié basés sur la concertation, la coopération et l'intérêt commun »³. Cela est également précisé dans la préface signée par Khalil Hachimi Idrissi. Ce dernier précise qu'« il est évident que dans ce livre (rares sont les livres marocains sur le sujet) l'on se place du côté marocain. Et que l'auteur veille à partager une espèce de subjectivité personnelle étayée par des faits [...] »⁴. Ce livre n'est donc pas le produit d'une recherche scientifique objective mais plutôt d'une investigation journalistique à visée polémique.

La thèse formulée et les enjeux qu'elle soulève sont toutefois d'un intérêt non négligeable pour tout chercheur en relations internationales et spécialiste des relations euro-méditerranéennes. En particulier, la question du recours aux services secrets dans la conduite des relations diplomatiques et son insertion dans une analyse constructiviste des rapports hispano-marocains. Selon l'auteur, c'est essentiellement la lecture civilisationnelle des relations hispano-marocaines par la droite de Jose Maria Aznar qui a mené à leur détérioration. Ce serait donc l'asymétrie dans la perception des identités qui aurait permis aux services secrets espagnols d'avoir la mainmise sur la politique étrangère à l'égard du Maroc.

UNE ASYMETRIE DANS LA PERCEPTION DES IDENTITES

Le poids de l'Histoire : des rivalités ancestrales à l'épisode colonial

¹ Omar Dahbi est un journaliste politique marocain, spécialiste des relations maroco-espagnoles. Il est également l'ancien rédacteur en chef du quotidien *Aujourd'hui Le Maroc*.

² Quotidien généraliste marocain fondé en Octobre 2001 et tiré à 10 000-12 000 exemplaires. Il est la propriété de l'homme d'affaires et actuel ministre de l'Agriculture marocain, Aziz Akhennouch, auparavant membre du Rassemblement National des Indépendants (qu'il a quitté en Janvier 2012 pour participer au gouvernement de coalition islamo-conservatiste), actuellement dans l'opposition. Cela fait d'*Aujourd'hui Le Maroc* une publication du centre-droit de l'échiquier politique marocain. Son rédacteur en chef et directeur de publication est actuellement Saad Benmansour.

³ Omar Dahbi. *Maroc-Espagne, la guerre des ombres (2000-2010)*. p.11.

⁴ Fondateur et directeur de la rédaction d'*Aujourd'hui le Maroc* en plus d'être l'actuel directeur de la MAP (Maghreb Arabe Presse), l'agence de presse officielle du Maroc.

Dans son chapitre premier intitulé « Treize siècles de conflits », l'auteur insiste sur l'intersubjectivité des constructions identitaires entre marocains et espagnols, forgées par un imaginaire d'héritage historique. Une confiance commune aurait été perdue il y a de cela 1300 ans, précisément depuis l'invasion de la péninsule ibérique en l'an 711 par Tarek Ibn Zyad, jeune guerrier berbère converti à l'islam et conquérant sous la bannière de ce dernier. C'est le début d'une conflictualité aux intensités variables, qui s'est reproduite dans notre ère contemporaine avec la présence espagnole dans l'actuel Sahara Occidental, ainsi qu'à Sebta et Melilla, enclaves espagnoles au nord du Maroc. Cette période est vécue par le régime franquiste comme une *Reconquista* légitime vis-à-vis de l'ancien envahisseur Maure. Ces événements ont également des répercussions sur le plan identitaire. Ces deux enclaves jouissent en effet d'une image avant tout militaire et économique, puisqu'elles ont servi de point de départ au coup d'Etat militaire franquiste du 16 juillet 1936, réalisé principalement par ceux que l'on appelait les *africanistas*, ces soldats espagnols franquistes stationnés en Afrique⁵. Dahbi considère que « cette conflictualité permanente s'est [...] installée dans la culture des deux peuples au point de dominer leur regard l'un vers l'autre⁶ ». D'où l'expression populaire espagnole permettant de signifier l'absence de risque : « *No hay Moros en la costa*⁷ ».

L'auteur considère également le SIVE (Sistema Integral de Vigilancia del Estrecho)⁸ comme la version contemporaine des *Atalayas*, ces tours de contrôle mises en place après la *Reconquista* espagnole de 1492. La dimension religieuse est donc omniprésente dans l'inconscient des rapports entre espagnols et marocains. Cela a encore été le cas en 1975 avec le lancement de la Marche Verte consistant à récupérer les provinces du Sahara Occidental revendiquées par le Maroc au nom de son intégrité territoriale. Cet épisode a été vécu, en Espagne, et, selon l'auteur, comme une nouvelle invasion d'une terre chrétienne par les Maures. D'où une méfiance ancrée de part et d'autre, créée par « les centaines d'années durant lesquelles les deux pays ont vécu dans la peur, l'un de l'autre⁹ ».

Le fait divers d'El Ejido : réactivation électorale de représentations héritées

Dahbi fait ensuite état de la filiation de Jose Maria Aznar avec le courant conservateur, politico-religieux, de l'époque franquiste. En revenant sur la particularité des acteurs et du contexte politique, il nous explique comment un fait divers a permis, de façon populiste, l'exploitation de cet imaginaire, fait de peur et

⁵ Yves Zurlo. *Ceuta et Melilla : Histoire, représentations et devenir de deux enclaves espagnoles*. p.105.

⁶ Omar Dahbi. *Op. cit.* p.15.

⁷ « Il n'y a pas de Maures sur la côte. » C'est-à-dire pas d'envahisseur venu du Sud de la Méditerranée.

⁸ Système intégral de vigilance du détroit permettant de détecter les *pateras*, ces barques transportant les immigrés clandestins.

⁹ *Ibid.* p.16.

de méfiance, à des fins de politique intérieure. En effet, le 22 janvier 2000, un ouvrier agricole marocain assassine deux fermiers espagnols dans la localité d'El Ejido, en Andalousie. L'évènement choque une opinion publique encline à en opérer une lecture civilisationnelle. S'en suit une stigmatisation de la communauté marocaine en Andalousie, majoritairement faite de « petites mains », cette main d'œuvre agricole précaire¹⁰. La polémique prend une ampleur telle que le différend se politise pour se transformer en une crise bilatérale entre le Maroc et l'Espagne. Selon l'auteur, la motivation essentielle de la droite au pouvoir réside dans l'échéance électorale du 12 mars 2000. Jusqu'alors, la majorité au pouvoir consistait en une coalition atypique entre, d'une part, les souverainistes du Parti Populaire Espagnol (PPE), et, d'autre part, les régionalistes catalans et basques. L'exploitation du « danger marocain », un mythe selon Dahbi, octroie à Aznar une majorité absolue lui permettant de mettre en place une politique de droite qui ne fait plus l'objet d'aucun compromis de coalition. On notera également le rôle des médias, source principale de formation de l'opinion publique, dans le renforcement des perceptions identitaires. Leur fonction socialisatrice en Espagne durant cette décennie 2000 était clairement acquise à un PPE disposant, selon l'auteur, de relais médiatiques forts.

LA PRISE EN MAIN DE LA POLITIQUE ETRANGERE PAR LES SERVICES SECRETS ESPAGNOLS

Les services secrets espagnols : des pompiers pyromanes ?

C'est à l'occasion du premier anniversaire de l'intronisation de l'actuel roi du Maroc, Mohammed VI, le 30 juillet 2000, que les services secrets espagnols auraient commencé à sérieusement orienter la politique étrangère de leur pays. La problématique de la transparence (ou plutôt de son inexistence dans ce cas précis) prend ici tout son sens. La politique étrangère, domaine réservé de l'exécutif par nature, s'élabore dans une opacité d'autant plus prononcée que les acteurs empruntent des voies alternatives pour sa mise en œuvre sans aucune contrainte. Ce qui s'appelait à l'époque le CESID (Centro Superior de Información de la

¹⁰Durant les années 1990, l'Espagne passe du statut de pays de transit migratoire à celui de pays d'accueil du fait de sa réussite économique et de son adhésion à l'UE. En janvier 2006, les marocains représentent la première communauté étrangère en Espagne avec 13,7% de la part des étrangers. Une majorité d'entre eux se situe en Catalogne (26%), la deuxième concentration se trouvant en Andalousie (15%). 37% travaille dans l'agriculture, 35% dans les services, 15% dans le bâtiment et 8% dans l'industrie. Cela confirme le statut d'une immigration de main d'œuvre, peu qualifiée, très présente, outre la Catalogne, en Andalousie, lieu du fait divers d'El Ejido.

Rapport de la Commission Européenne : KHACHANI, Mohammed, MGHARI, Mohammed. *L'immigration marocaine en Espagne*. Disponible sur : http://www.carim.org/Publications/CARIM-AS06_09-Khachani+Mghari.pdf [consulté le 20 décembre 2011].

Defensa)¹¹ aurait amplifié sa production de notes au ton alarmiste : « Il semblerait que le Maroc était au bord d'une crise politique et institutionnelle grave et que cette crise risquait d'avoir des conséquences dangereuses pour les équilibres géopolitiques de la région et menacerait donc d'affecter l'Espagne en premier lieu¹² », écrit Omar Dahbi. Cette thèse de l'instabilité est, selon l'auteur, un fantasme dû à une lecture culturaliste et essentialiste des relations avec le Maroc de la part de la droite espagnole au pouvoir entre 1996 et 2004. D'une simple information, les services de renseignement sont, par un effet presque mécanique selon Dahbi, obligés de créer une réalité qui confirme en permanence leur lecture erronée de la situation. Une prophétie auto-réalisatrice en somme : « C'est un syndrome connu dans le monde du renseignement : un agent invente une information pour attirer l'attention de ses supérieurs (ou bien donne une orientation particulière à un événement) et il se voit par la suite obligé de renforcer sa thèse quitte (et c'est une dérive grave) à tenter de changer le cours des choses »¹³.

Le Maroc : cet Autre¹⁴ diabolisé

C'est ainsi que les services secrets espagnols rapportent la supposée intention du Maroc de transformer les enclaves espagnoles de Sebta et Melilla en source d'instabilité pour l'Espagne en encourageant le crime organisé (filiales mafieuses : immigration clandestine, trafic de drogue), en fomentant l'intégrisme (création supposée de cellules intégristes pour faire des enclaves une plateforme de l'islamisme radical) et en provoquant la crise économique (projets de développement du Nord du Maroc, fin de l'accord de pêche avec l'Espagne en 1999). L'interaction entre l'action des services secrets et notre lecture constructiviste des relations internationales est ici clairement visible. Les renseignements espagnols, par leur flux d'informations (interprétées ou créées artificiellement), créent des règles¹⁵. Société civile et *intelligentsia* espagnoles adhèrent à ces règles, formant ainsi et/ou modifiant les institutions (schémas de représentation). Ces dernières influent en retour sur les agents qui s'y conforment. La perception des intérêts de l'Autre et l'anticipation sur ses supposées actions sur le plan international sont altérées. D'où, selon Dahbi, la rigueur de l'Espagne d'Aznar à l'égard du Maroc.

Les derniers bastions du franquisme

¹¹ Devenu depuis 2002 le CNI (Centro Nacional de Inteligencia).

¹² *Ibid.* p.47.

¹³ *Ibid.* p.47.

¹⁴ Bertrand Badie, Marc SADOUD (dir.). *L'autre, études réunies pour Alfred Grosser. passim.*

¹⁵ Dans la démarche constructiviste, les actes de langage servant à influencer sur le cours des choses deviennent des actions. La récurrence de ces actions constitue ce que l'on nomme une règle.

Plus qu'une description de la mainmise des services secrets espagnols dans la gestion des relations bilatérales avec le Maroc, Omar Dahbi tente d'expliquer le pourquoi de ce phénomène. Selon lui, cette radicalisation de l'attitude espagnole s'explique encore une fois par la nature du pouvoir politique en place. Seulement vingt jours après son élection, Aznar nomme le général Javier Calderón à la tête du CESID qui, lui-même, désigne un nouveau chef d'antenne au Maroc. Ces nouvelles personnalités du renseignement espagnol seraient, selon l'auteur, des fantômes de l'époque franquiste. Calderón était en effet impliqué dans la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 ainsi que le scandale des écoutes illégales du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et du roi Juan Carlos. Dahbi va plus loin lorsqu'il précise que « comme tous les patrons des services de renseignements qui ont gagné leurs galons dans les systèmes dictatoriaux, Calderón se devait de créer une ambiance de peur et d'insécurité qui lui permettrait de multiplier son budget, de renforcer son pouvoir dans l'appareil de l'Etat en manipulant le pouvoir civil et l'opinion publique¹⁶ ». Il s'agit là d'une critique couramment adressée à la bureaucratie qui, par nature, cherche à s'autonomiser et servir ses objectifs propres. D'où une convergence d'intérêts avec un Aznar désireux d'aboutir au même effet à des fins électorales. En partageant la méfiance affirmée (et supposément artificielle selon Dahbi) de ses services secrets concernant les intentions marocaines jugées malveillantes, Aznar fait du Maroc un voisin à l'identité trouble. Dans cette relation bilatérale, l'Autre n'est pas honnête sur son identité véritable qu'il garde secrète. Le secret (ou du moins, en l'occurrence, la perception erronée que quelque chose est gardé secret) constitue le point focal de l'asymétrie de perception abordée précédemment. Il s'agit là d'un foyer de tension dans la relation. Selon Georg Simmel, « [s]avoir à qui l'on a affaire, telle est la condition première pour avoir affaire à quelqu'un ; l'usage de se présenter l'un à l'autre, lors d'une conversation prolongée ou d'une rencontre sur le terrain social [...] symbolise bien cette connaissance réciproque qui est l'*a priori* de toute relation¹⁷ ».

Mise en perspective scientifique

Finalement, au-delà de la simple dénonciation par l'auteur (à juste titre ou non) du rôle des services secrets espagnols dans la conduite de la politique étrangère de leur pays, ce sont des éléments d'ordre plus général qui intéressent le chercheur en relations internationales.

D'abord la complexité de la relation entre le Maroc et l'Espagne, sur laquelle pèse tout le poids de l'héritage historique commun, souvent conflictuel. Marquées par une asymétrie de perception des identités, ces relations sont difficilement rationalisables. Le symbole y est omniprésent. La méfiance, la peur, ne pouvant être

¹⁶ *Ibid.* p.50.

¹⁷ Georg SIMMEL. *Etude sur les formes de la socialisation*. p.347.

formulées clairement dans le très conformiste langage de la diplomatie, ce n'est que par des chemins détournés que la véritable politique étrangère des deux pays peut s'exprimer. Comme le fait l'auteur, l'introduction de l'action des services de renseignement dans le décryptage de certaines attitudes peut expliquer tout ou partie de ces attitudes.

Néanmoins, dans la dénonciation polémique que l'auteur fait de l'action (concertée selon lui) de l'*intelligentsia* politico-médiatique et des services secrets entre 1996 et 2004, on ne peut s'empêcher de repérer quelques digressions superflues. Certains passages semblent plus avoir trait à des griefs personnels entre presses nationales (voire nationalistes) marocaines et espagnoles. Omar Dahbi y démontre comment une partie de la presse espagnole a relayé l'information erronée selon laquelle les services secrets marocains auraient fomenté les attentats du 11 mars 2004 à Madrid. Cette partie aurait gagné en pertinence si elle s'était inscrite dans une analyse relativement distanciée de la fonction déstabilisatrice des services secrets espagnols ; qui plus est, si le lien était fait avec le contexte d'asymétrie des perceptions identitaires propre à la relation entre l'Espagne et le Maroc.

D'autant plus que la période marquée par le retour de la gauche espagnole au pouvoir avec le gouvernement de Jose Luis Rodriguez Zapatero (depuis le 14 mars 2004) a été relativement positive pour les relations entre les deux pays. Malgré les attentats du 11 mars 2004, l'électeur espagnol a choisi de ne pas répondre de façon abrupte et sécuritaire comme on aurait pu s'y attendre de la part du gouvernement d'Aznar. Ce dernier avait échaudé l'opinion publique espagnole par son cavalier seul en faveur de la guerre en Irak. Les attaques contre Madrid ont ainsi été interprétées comme une conséquence de ce choix de politique étrangère¹⁸. L'Espagne de la période 2004-2010 est également à l'origine de l'Alliance des Civilisations¹⁹, auquel le Maroc a apporté son soutien officiel²⁰. Cela permet à la fois de nuancer le tableau dressé par Omar Dahbi tout en confirmant son hypothèse sur l'orientation de la droite espagnole en matière de politique étrangère à l'égard du Maroc.

En d'autres termes, l'impression qui se dégage de notre lecture de cet ouvrage tient essentiellement à sa nature. Cette enquête journalistique, grâce au formidable travail de collecte de l'information ainsi que l'expérience de terrain de l'auteur, constitue un point de départ pour un travail de recherche scientifique. Un point de

¹⁸ Isaias BARRENADA. Alliance of civilizations: Spanish public diplomacy and cosmopolitan proposal. *Mediterranean Politics*, mars 2006, vol. 11, n°1, p.99-104, p.2.

¹⁹ Initiative espagnole de diplomatie publique formalisée par l'ONU en 2006. L'objectif est de lutter contre le terrorisme et l'insécurité en favorisant le dialogue et le rapprochement entre l'Occident et le monde arabo-musulman. Elle s'inscrit à l'opposé de la lecture culturaliste des relations internationales (notamment défendue par Samuel Huntington).

²⁰ Participation gouvernementale aux groupes de travail et présence, à titre personnel, d'André Azoulay, conseiller du roi Mohammed VI, au sein du comité des sages de cette alliance.

départ seulement car, ce qui est ici riche en renseignements, est bien souvent faible en termes de distanciation critique et de cadrage conceptuel.

Cet ouvrage offre ainsi au chercheur matière à réflexion sur certains aspects de la politique étrangère espagnole. En effet, la thèse selon laquelle l'Espagne aurait sous-traité sa politique étrangère relative au Maroc à ses services secrets, après la montée du radicalisme religieux dans le monde (11 septembre 2001) et au Maroc (16 mai 2003 à Casablanca, et implication de ressortissants marocains le 11 mars 2004 à Madrid), est également applicable aux Etats-Unis et à la France. Il y a, au pire, une suspicion, au mieux, une crainte à l'égard du Maroc car ces pays considèrent que le canal d'information des diplomates en place n'est plus suffisant. Face à la perception erronée de son identité, (la faute au défi que représente désormais le nœud sécurité-religion) le Maroc déploie une stratégie de labellisation religieuse qui vise à rassurer ses partenaires stratégiques sur son islam défini comme tolérant, modéré et ouvert. Cette politique privilégie la persuasion en cherchant à susciter l'adhésion et faire du crédo constructiviste du partage des identités une réalité.

En traitant du thème du secret dans les relations internationales, cet ouvrage vient nous rappeler la tension de plus en plus forte entre la nécessité de transparence (établie par la généralisation du modèle démocratique et renforcée par la socialisation des Etats au sein des institutions internationales) et la centralité de la souveraineté étatique (malgré sa perte d'influence relative). L'information serait donc le dernier rempart séparant l'individu et l'Etat dans les relations internationales. Alors que le secret constituerait le dernier moyen de résistance de l'Etat, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un domaine traditionnellement réservé comme la politique étrangère. Georg Simmel disait à ce sujet qu'« [à] l'intérieur d'un groupe, les relations fondées sur la sincérité seront en général d'autant plus adéquates que c'est le bien de la majorité, et non de la minorité, qui constitue la norme. Car ceux à qui l'on ment (c'est-à-dire ceux qui subissent des préjudices du fait du mensonge) seront toujours en majorité par rapport au menteur qui tire un avantage du mensonge. C'est pourquoi l'« information » qui tend à éliminer les contre-vérités à l'œuvre dans la vie sociale a un caractère tout à fait démocratique.²¹ » Ce sont là autant de dimensions et d'enjeux dans lesquels l'ouvrage d'Omar Dahbi vient s'inscrire.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Ouvrages

²¹ Georg SIMMEL. *Op.cit.* p.353.

- BADIE, Bertrand, SADOON, Marc (dir.). *L'autre, études réunies pour Alfred Grosser*. Paris : Presses de Sciences Po, 1996. 318 p.
- SIMMEL, Georg. *Etude sur les formes de la socialisation*. Paris : Presses Universitaires de France, 1999 (Edition originale de 1908). 758 p.
- ZURLO, Yves. *Ceuta et Melilla : Histoire, représentations et devenir de deux enclaves espagnoles*. Paris : L'Harmattan, 2005. 320 p.

Articles

- BARRENADA, Isaias. Alliance of civilizations: Spanish public diplomacy and cosmopolitan proposal. *Mediterranean Politics*, mars 2006, vol. 11, n°1, p.99–104, p.2.

Rapports

- Rapport de la Commission Européenne : KHACHANI, Mohammed, MGHARI, Mohammed. *L'immigration marocaine en Espagne*. Disponible sur : http://www.carim.org/Publications/CARIM-AS06_09-Khachani+Mghari.pdf [consulté le 20 décembre 2011].